

"Doing Business" et "Transparency International" se contredisent sur le Burundi

@rib News, 12/11/2013 Burundi : Quel eldorado des affaires ! Un rapport annuel de la Banque Mondiale, le Doing Business qui mesure chaque année la facilité de faire des affaires dans le monde, a récemment classé le Burundi parmi les Top 10 des économies qui ont le plus amélioré la réglementation des affaires. Mais dans le même mois, un autre rapport, celui de l'ONG Transparency International indiquait que la corruption au Burundi reste très élevée. Incompréhensions et questionnements ! Est-il possible que la corruption rime-t-elle avec la facilité des affaires ? Qui croire entre ces différents rapports ? Que faut-il améliorer dans ces études ?

En tout cas, vous avez sûrement beaucoup de questions après la publication du rapport Doing Business. Pour décrypter toutes ces questions, ARIB.INFO s'est entretenu avec M. Léonard Nkunzimana (photo), enseignant à la Faculté des Sciences économiques et administratives à l'Université du Burundi et Doctorant-chercheur à l'Université Libre de Bruxelles. Monsieur Nkunzimana, êtes-vous étonné par le récent classement du Burundi par Doing Business ? Oui cela nous a surpris comme toute autre personne qui a un intérêt particulier sur le Burundi. Ce qui nous a le plus étonné est la contradiction des résultats de ces deux rapports alors que nous savons que le « Doing Business » est composé en matière de recherche, de même que le « Transparency International ». Nous n'avons pas besoin de nier les résultats de ces recherches car nous estimons que ces organisations doivent avoir utilisé des approches adéquates face à leurs objectifs de recherche. C'est donc normal pour ces organisations de produire de tels résultats. La contradiction de ces rapports est donc évidente étant donné que les deux organisations ont travaillé sur deux méthodologies et variables différentes. Toutefois, il est critiquable de produire des résultats qui sont contradictoires, car de par l'expérience et les résultats de plusieurs recherches scientifiquement acceptées, il existe une forte corrélation entre la bonne gouvernance et l'amélioration durable de l'environnement des affaires, pour l'intégrité générale comme le Burundi mal classé dans la bonne gouvernance avec un taux de corruption très élevé, avec un très bon classement en matière de business. Ça porte confusion. Donc, pour moi, les rapports de « Transparency International » et de celui de « Doing Business » ont suivi des approches et méthodologies très différentes, et de ce fait leur interprétation exigerait une certaine prudence dans le contexte particulier du Burundi. Parmi les critères de classement par « Doing Business », il y a la facilité dans la création des entreprises. Mais, l'étude regarde pas ni le nombre des entreprises créées ni celles tombées en faillite ou qui ferment pour d'autres raisons ? Oui, on essaie de comprendre l'approche développée dans le rapport de « Doing Business », il y a lieu de constater l'aspect durabilité, ou les indicateurs de corruption tels que considérés par « Transparency International » n'ont pas été mis au centre de l'analyse. Les contraintes liées à l'accès aux capitaux, la sécurité des personnes, des biens et l'allocation efficace et optimale des recettes fiscales pour la durabilité et le dynamisme du développement, l'ouverture efficace de l'environnement des affaires pour tous les acteurs économiques semblent ne pas être mises en avant dans le rapport Doing Business. Trois années consécutives que le Burundi se classe très bien. Cela ne devrait-il pas se traduire sur terrain notamment par une augmentation du nombre d'entreprises créées et l'accroissement des recettes de l'Etat ? En principe oui, l'amélioration du climat des affaires devrait être suivi et/ou évalué par l'amélioration de la vie de la population (entre autre réduction des prix des produits de première nécessité, l'accroissement des entreprises et aussi l'amélioration de l'assiette fiscale, la durabilité des sociétés créées, etc.). À ce niveau, le rapport de Doing Business est critiquable par ce fait que ses résultats ne reflètent pas la réalité. Le classement des pays y compris le Burundi devrait se baser sur des indicateurs qui incluent plusieurs aspects en l'occurrence, l'accès aux capitaux, le niveau de corruption et son impact sur la viabilité de l'environnement des affaires. Si la valeur de la monnaie locale n'est pas stable, et perd sa valeur du jour au jour, si l'accès à l'énergie moderne reste un problème pour plus de 90% de la population burundaise, le secteur agricole reste traditionnel et non productif alors qu'il est le premier employeur de plus de 80% de la population. Et si la sécurité des personnes, des biens et services n'est pas améliorée, je pense qu'il est difficile de se prononcer sur la bonne santé du climat des affaires. Il est plutôt important de se poser la question de comment améliorer ces indicateurs pour améliorer l'environnement des affaires. Les indicateurs sur ces aspects ci-dessus évoqués devraient, à notre avis, orienter et/ou améliorer les rapports du « Doing Business » au Burundi et ailleurs. Ce rapport devrait donc être traité avec prudence. Que signifie ce rapport « Doing Business » pour un paysan de Cendajuru ? Dire à un paysan de Cendajuru que le climat des affaires se porte bien à Bujumbura, alors qu'il n'a pas accès aux biens fondamentaux, est une aberration pour lui. Il ne va rien comprendre. Même chose qu'un habitant de Bujumbura qui n'arrive pas à joindre les 2 bouts du mois ; qui voit les prix des denrées alimentaires augmenter sans cesse. Il ne va rien comprendre des conclusions de ce rapport. Pour lui, il serait plutôt intéressant d'étudier les effets de cette amélioration des affaires au Burundi ou d'en tirer des conclusions pour une politique de développement générale dont il peut bénéficier. A mon avis, je pense que pour ce genre de rapports qui s'intéressent sur le pays, il faudrait vraiment qu'il y ait une évaluation rigoureuse de l'approche et de la méthodologie à appliquer. Il est utile de confronter d'autres rapports, varier les sources d'information et multiplier les angles d'analyse pour minimiser le risque d'incompréhension. Et alors à qui profite ce rapport de la Banque Mondiale ? Je pense que ce rapport reste bénéfique pour les commanditaires. C'est le commanditaire qui a fixé les objectifs et qui a soutenu la méthodologie et l'approche utilisées. Alors ce rapport n'engage que son auteur, en tout cas je ne vois pas de l'intérêt pour le Burundi dans l'ensemble. Je ne peux pas non plus dire que cela profite à la Banque Mondiale parce que celle-ci n'a pas d'intérêt à ce que ce soit en déphasage avec la réalité sur terrain. Toutefois, ce rapport peut avoir des critiques tout à fait contradictoires, il peut être bénéfique et en même temps un danger pour le Burundi. Comment ? Je ne comprends pas. D'une part, par ce que le pays va s'orienter sa politique générale de développement en se basant sur ce rapport. Si le pays veut améliorer/développer certains secteurs, il va plutôt s'intéresser aux secteurs défavorisés par rapport aux secteurs favorisés. Vous comprenez avec moi que si ces données sont biaisées, c'est toute la politique du développement qui sera déformée. C'est donc important de se rassurer si vraiment les données collectées se rapportent à la réalité. D

je pense que ce rapport plaît plutôt au gouvernement burundais qui a besoin de stimuler les bailleurs de fonds et les investisseurs étrangers. Une bonne image du Burundi, pour cette fin, est donc souhaitée. Mais également, c  est un instrument politique surtout pour la prochaine campagne électorale de 2015. Mais, le rapport de     Transparency International   vient aussi comme un élément générant au gouvernement parce qu  il fournit des données qui n   pas le Burundi. Mais, là, lui aussi peut-être un avantage pour un Etat qui veut améliorer sa fa  son de faire en matière de la bonne gouvernance. Souvenez-vous, un jour, [ndlr   : Lors de l  investiture pour son 2   mandant en 2010] le président Pierre Nkurunziza a dit qu  il va s  attaquer    la corruption, qu  il a besoin d  un Burundi, avec tolérance zéro    corruption. Donc le rapport de     Transparency   International   devrait être un document important pour lui. Ce rapport peut permettre    l  Etat de rectifier le tir pour asseoir la bonne gouvernance. Donc vous comprenez que les deux rapports peuvent être analysés de deux fa  sons, et tous les deux constituent une arme    double tranchant pour le gouvernement du Burundi. Il devrait donc tenir en compte ses deux rapports et s  en servir pour bien orienter la politique générale du développement. Le rapport de Doing Business est sorti le même jour qu  une réunion des partenaires du Burundi   se tenait    Bujumbura. Une aubaine pour le pouvoir de Bujumbura   ? Oui, certainement. On peut dire quand même que ce rapport a pu influencer un bon climat de dialogue et d  engagements. Et comme le rapport de     Transparency International   est sorti un peu avant, on peut dire que le       Doing Business   serait venu tempérer un manque éventuel de confiance envers le Burundi. Donc, c  est un avantage pour le gouvernement   du Burundi que ce rapport ait sorti en ce moment. Votre dernier mot sur le rapport     Doing Business  , en tant que chercheur burundaisJe pourrais être subjectif pour dire que, moi personnellement, ce serait important qu  on intègre d  autres variables d   tude et approches étant donné le contexte particulier du Burundi par rapport    d  autres pays de la région. Cependant, en tant que Burundais qui a besoin que le pays accueille des investissements étrangers, je suis satisfait de ce rapport parce qu  il donne une très bonne image pour le Burundi. Mais, connaissant la réalité sur terrain,   j  aurais aimé avoir des   données claires qui touchent plusieurs aspects pour nous donner la vraie photo sur le climat des affaires et la bonne gouvernance au Burundi. Après plusieurs années de crise et de pauvreté, la population burundaise n   a pas besoin des discours ou de rapports ambigus sur les réalisations. Elle a plutôt besoin des impacts de ces réalisations sur l  am  lioration de leur niveau de vie. Encore une fois, nous estimons que sa méthodologie aurait pu être adaptée et appuyée sur plusieurs sources d  informations. La standardisation des approches et méthodologies en cette matière reste sujet de critique. Appliquer les mêmes indicateurs développés en Malaisie, en Belgique ou ailleurs et les transposer au Burundi et dire que le Burundi fait très bien ou pas  ! là je pense qu  il y a moyen de revoir les choses. Je vous remerciePropos recueillis par Jérôme Bigirimana